

L'analyse des chaînes de valeur aide à la décision dans le dialogue politique et les opérations d'investissement. Elle permet de situer le développement agricole dans la dynamique des marchés et de déterminer l'impact des chaînes de valeur sur les petits producteurs, les entreprises, la société et l'environnement.

La Commission Européenne a élaboré une méthode d'analyse standardisée qui vise à comprendre dans quelle mesure la chaîne de valeur contribue à une croissance inclusive et est durable socialement et pour l'environnement.

Contexte de la chaîne de valeur

La chaîne de valeur (CV) cacao fait l'objet d'une attention particulière de l'Etat camerounais, bien que libéralisée depuis les années 1990. Les perspectives optimistes du Plan de Relance et de Développement des filières Cacao et Café au Cameroun à l'horizon 2020 sont toutefois confrontées à la baisse du cours international du cacao depuis 2017 et aux troubles politiques dans la région du Sud-Ouest, l'un des principaux bassins de production. Avec une production entre 210 000 et 270 000 t par an

sur la dernière décennie, le Cameroun est actuellement le cinquième producteur mondial de cacao. Il exporte autour de 75% de sa production sous forme de fève brutes, qui sont produites essentiellement par de petites exploitations familiales (planteurs) installées surtout en zone forestière mais aussi de plus en plus en zone de savane. Le cacao est une ressource importante pour les recettes de l'Etat et pour l'activité économique générée en zone rurale.

Intervention de l'Union Européenne

L'Union Européenne (UE) soutient la stratégie nationale de relance de la CV cacao dans ses programmes de développement rural, notamment à travers le Programme Indicatif National 2014/2020 ou le Programme d'Appui à l'Amélioration de la Productivité Agricole depuis 2011. L'UE a formulé en 2019 un appui budgétaire sectoriel incluant des interventions de soutien au secteur cacao. Elle a aussi entamé un dialogue politique concernant d'autres possibilités d'appui à la CV, à travers notamment le Plan d'Investissement Extérieur pour mieux engager le secteur privé comme partenaire des améliorations à apporter à la CV, en appui aux processus étatiques de relance et de réforme des institutions de gestion de la production de cacao.

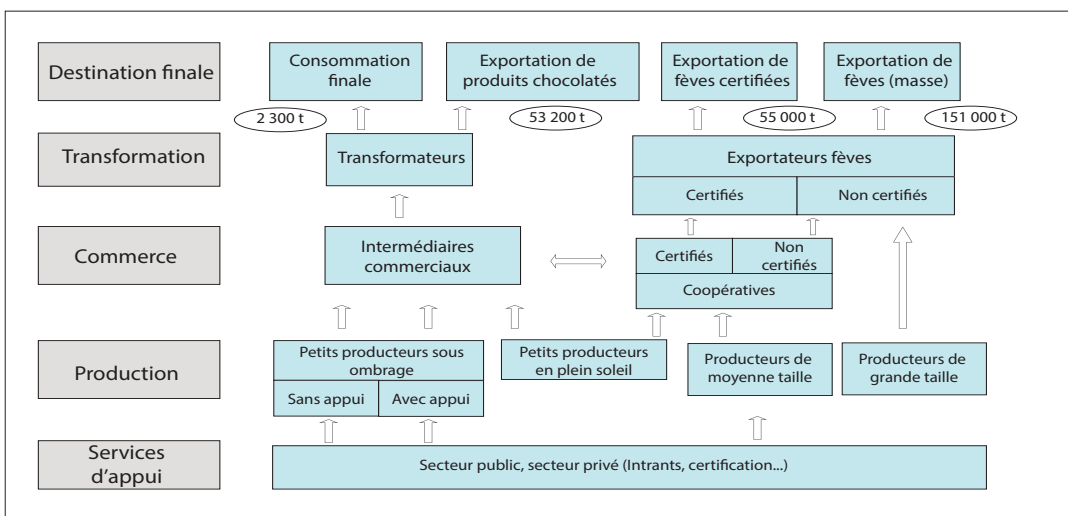


Figure 1 : Les principaux flux dans la chaîne de valeur cacao au Cameroun

Analyse fonctionnelle

Localisation

Alors que **la région du Sud-Ouest** constituait depuis plus de deux décennies le principal bassin de production du cacao, elle **a perdu son leadership en 2018 au profit de la région Centre**. En effet, de nouvelles cacaoyères ont été créées dans la partie septentrionale de la région Centre, en zones de savane encore relativement peu peuplées et où l'achat de terres pour produire du cacao est de plus en plus fréquent.

Production et qualité

Il n'existe pas de données fiables sur les surfaces actuellement cultivées, elles varient selon les sources et les années entre 375 000 et 600 000 ha. **Le nombre de ménages possédant des cacaoyères** aussi est mal connu, il varie **entre 250 000 et 600 000**. La production commercialisée est estimée à 241 000 t de fèves sèches pour la saison 2018-2019 dont 186 000 t exportées sans transformation et 55 000 t vendues à des transformateurs locaux. Quasiment toute la production camerounaise est exportée en tant que « fair fermented » - correspondant à une qualité moyenne - alors que le cacao camerounais était auparavant recherché pour sa grande qualité et sa couleur spécifique.

Typologie des planteurs

Il existe cinq archétypes de planteurs (Figure 2) distingués en fonction du degré d'ombrage du système agroforestier et de la taille des exploitations, mais aussi de l'accès à des soutiens extérieurs promouvant notamment la certification. Les petits planteurs de cacao produisent aussi d'autres cultures dans les champs.

Gouvernance

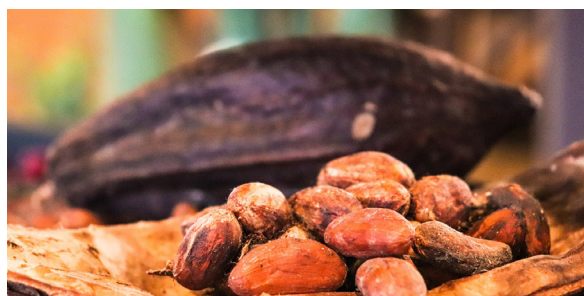
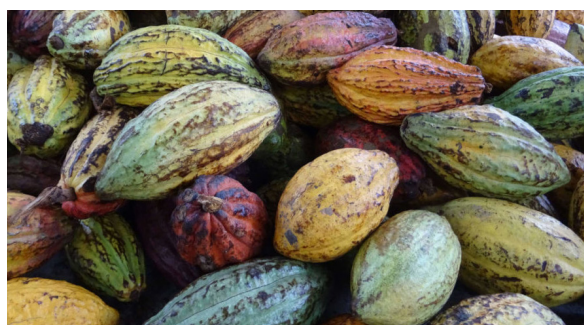
Contrairement à la plupart des principaux pays producteurs (Côte d'Ivoire, Ghana, dans une moindre mesure Indonésie), **le Cameroun a opté pour la libéralisation de la filière cacao** et le désengagement de l'Etat. Le soutien massif et direct de l'Etat aux producteurs jusqu'aux années 1980 a été ré-orienté vers plusieurs organisations publiques qui disposent de moyens budgétaires pour assurer certaines missions de service public ou conduire des projets. Néanmoins **la coordination de l'action publique est faible**, l'utilisation des fonds publics est jugée peu efficace et cet appui n'atteint qu'un faible nombre de petits planteurs.

Cette libéralisation a contribué au **doublément de la production en volume entre 1993 et 2013**. Cependant, la qualité du cacao a décliné. Des entreprises à capitaux étrangers actives dans l'achat, l'exportation et la transformation des fèves, cohabitent avec certains entrepreneurs camerounais qui se sont spécialisés sur des créneaux particuliers ou des marchés peu exigeants.

Le Cameroun n'influence pas le cours international du cacao, qui dépend surtout de la situation en Côte d'Ivoire et au Ghana. Aucune des entreprises n'impose ses prix dans le pays et le prix FOB Douala est connu des planteurs qui ont plusieurs possibilités de vente. Il existe une **concurrence forte à tous les niveaux de la CV**, notamment entre intermédiaires et entreprises qui proposent des prix plus attractifs aux planteurs pour acquérir leur cacao. La certification privée du cacao prend de l'ampleur depuis quelques années (actuellement environ 100 000 planteurs sensibilisés, 2 entreprises de transformation industrielle et 3 d'exportation engagées dans la certification) pour répondre aux exigences croissantes des marchés européens.

| | Petits planteurs | | | 4-Moyens planteurs | 5-Grands planteurs | Total |
|--------------------------------------|----------------------|--------------|-----------------------|--------------------|--------------------|---------|
| | sous ombrage (forêt) | | plein soleil (savane) | | | |
| | 1-sans appui | 2-avec appui | 3-avec appui | | | |
| Surface moyenne (ha/ménage) | 1,5 | 2,5 | 3,0 | 12,0 | 25,0 | |
| Rendement en fèves sèches (kg/ha/an) | 280 | 600 | 500 | 700 | 150 | |
| Nombre de ménages | 200 000 | 45 000 | 45 000 | 3 000 | 300 | 293 300 |
| Surface totale (ha) | 300 000 | 112 500 | 135 000 | 36 000 | 7 500 | 591 000 |
| Production totale de fèves (t/an) | 84 000 | 67 500 | 67 500 | 25 200 | 1 125 | 245 325 |

Figure 2 : Archétypes des planteurs de cacao



Analyse économique

Viabilité des activités

Les petits planteurs obtiennent des taux de profit (revenu net d'exploitation / chiffre d'affaires) nets des amortissements **entre 4%** (petit planteur sous ombrage et sans appui) **et 24%** (petit planteur sous ombrage avec aide). Les subventions reçues par environ 90 000 planteurs (intrants et formations à moindre coût) expliquent ces taux de profit élevés. Cependant les petits planteurs sous ombrage et sans appui, catégorie la plus nombreuse, tirent du cacao un revenu net plus faible que le SMIG. Les planteurs de taille intermédiaire ont un taux de profit net modéré qui s'établit à 9%, mais dégagent une valeur ajoutée importante et reçoivent des revenus bruts substantiels. A l'inverse, le modèle de la « grande » plantation est largement déficitaire.

Les organisations commerciales intermédiaires font très peu de profit, en raison soit de leur vocation coopérative, soit d'une vive concurrence interne entre « coxeurs ».

Les entreprises exportatrices de fèves connaissent un taux de profit net estimé à 5%, qui passe à 12% pour les fèves certifiées. L'entreprise de transformation des fèves de cacao qui exporte vers l'Europe réalise un taux de profit net estimé à 30%.

Contribution à l'économie nationale

La CV cacao au Cameroun génère une **valeur ajoutée totale** (directe + indirecte) **de 400 millions €** et contribue à 1,2% du PIB national, ratio en diminution à cause de la faiblesse du cours du cacao et de la stagnation des volumes. **Sa contribution au PIB agricole est d'environ 8,2%.**

Cette CV produit des recettes fiscales directes et indirectes pour 45 millions € par an (redevance à l'exportation, impôt sur le chiffre d'affaires, TVA non reversée aux entreprises, taxes sur les importations de consommables), soit 11% de la VA totale, et bénéficie de subventions publiques via plusieurs projets (7,6 millions €). **Elle contribue ainsi fortement aux finances publiques du pays pour un solde d'environ 37 millions € par an.** Par ailleurs, la différence entre les montants de cacao exporté et de consommables importés

indique un **solde commercial positif de 419 millions €** par an.

Viabilité dans l'économie internationale

Le ratio de Coût en Ressources Internes (CRI) s'établit à 0,6 (<1), indiquant que la CV est viable dans l'économie internationale. En effet la valeur économique générée, calculée aux prix internationaux, est supérieure au coût en facteurs domestiques aux prix de marché (hors transferts). Cependant il y a un manque d'efficacité dans l'utilisation du travail et du capital, qui s'explique par les itinéraires techniques pratiqués (recommandations techniques peu adaptées, faible encadrement...) et la faiblesse des prix FOB.

Répartition des revenus et création d'emplois

Les petits planteurs et les exportateurs sont les principaux contributeurs à la valeur ajoutée (VA), autour de 45% chacun (Figure 3). La VA des planteurs de petite et de moyenne tailles se compose surtout des salaires versés alors qu'elle est distribuée essentiellement sous forme de profits et de taxes pour les exportateurs. Le prix proposé aux planteurs correspond à 65% du prix FOB appliqué aux exportations.

Autour de 400 000 emplois sont générés par la CV : 293 000 planteurs, 2 800 salariés formels, 73 000 employés ruraux en équivalent plein temps, 29 200 emplois familiaux. Moins de 1% de ces emplois relève de l'économie formelle.

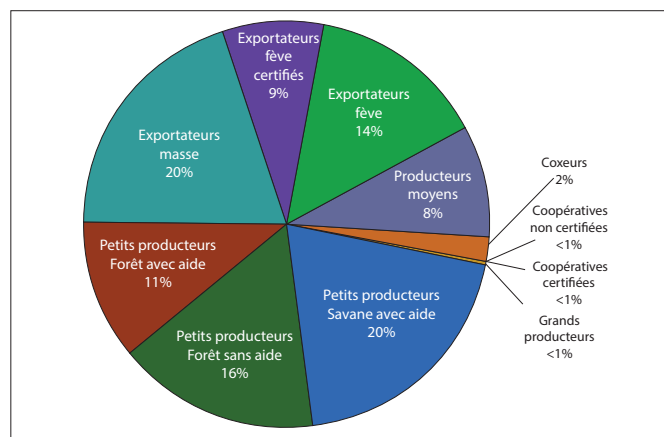


Figure 3 : Répartition de la valeur ajoutée créée entre les catégories d'agents

QUELLE EST LA CONTRIBUTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR A LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

La chaîne de valeur cacao au Cameroun dispose aujourd'hui d'avantages significatifs : elle dégagne un excédent commercial important, elle contribue fortement aux recettes fiscales et elle génère des taux de profit attractifs pour les entreprises engagées dans l'exportation et la transformation des fèves de cacao. Cependant, la chaîne de valeur présente aussi des fragilités comme la tendance de la production à décroître en volume et en valeur depuis quelques années et la précarité de la situation des petits planteurs. Aujourd'hui la plupart des aides aux petits planteurs sont fournies par les entreprises privées, notamment via les processus de certification. Le retrait de l'Etat dans les zones rurales a fortement contribué à déréguler la commercialisation domestique du cacao, ce qui se traduit par le rôle dorénavant mineur des coopératives dans la vente du cacao, la multiplication des intermédiaires commerciaux privés et une concurrence forte pour l'achat des fèves aux planteurs. Malgré un manque d'efficacité dans l'utilisation du travail et du capital, la chaîne de valeur est viable aux conditions actuelles du marché international.

Analyse sociale

Le graphique et le tableau suivants proposent une image des principales conséquences sociales des activités de la CV dans 6 domaines stratégiques.

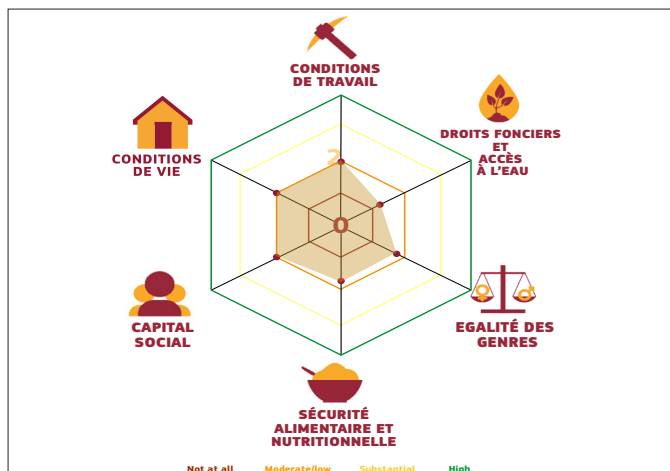


Figure 4: Profil social

CETTE CROISSANCE ÉCONOMIQUE EST-ELLE INCLUSIVE ?

Les petits planteurs ne récupèrent que 36% du revenu net généré par la chaîne de valeur, contre 61% pour les exportateurs. Ils sont cependant les principaux fournisseurs d'emploi salarié. Que les planteurs soient engagés ou non dans la certification, le prix à leur niveau est passé de 75% du prix FOB export il y a 25 ans à 67% actuellement. Les prix aux planteurs ne sont pas attractifs quand ceux-ci ne bénéficient pas d'aide ou de subvention (pour les semences, les intrants, la commercialisation). La croissance est peu inclusive car les cours du cacao sont en baisse et l'augmentation de la production ne semble pas avoir amélioré les conditions d'existence des petits planteurs. Les inégalités sont fortes quant à la répartition des richesses, l'accès au foncier et aux ressources naturelles, la situation des femmes et des jeunes souvent sans emploi.

LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE D'UN POINT DE VUE SOCIAL ?

Même si la production de cacao devient un investissement de type épargne-retraite pour un nombre grandissant de citoyens, anciens fonctionnaires, et un investissement spéculatif pour de plus jeunes élites des classes moyennes urbaines, 80% de la production reste encore le fait des petits planteurs villageois et de l'agriculture familiale. Ainsi, la durabilité sociale de la chaîne de valeur est étroitement liée à la limitation du creusement des inégalités sociales entre ces catégories. Elle dépend du maintien d'un équilibre entre le soutien à l'agriculture familiale, qui entretient un tissu social dans le monde rural, limite l'exode et nourrit les villes ; et l'ouverture à des plantations à plus grande échelle qui représentent des investissements pour le futur mais aussi un risque de spéculation, d'accaparement de terres forestières et de captation de financement public par une catégorie de grands planteurs.

| | |
|--|---|
| Conditions de travail | <ul style="list-style-type: none"> • Les situations d'emploi, de salaire, de sécurité, de protection sociale sont peu encadrées. Hormis le travail forcé, les autres conventions, notamment celles relatives au droit syndical, de grève et au droit d'organisation collective, ainsi qu'à l'égalité des salaires ne sont pas respectées par les compagnies. • Dans la production, les conditions de travail sont précaires. Le travail des enfants est prohibé par la loi au Cameroun, mais l'utilisation de cette main d'œuvre reste toutefois socialement tolérée. |
| Droits fonciers et accès à l'eau | <ul style="list-style-type: none"> • La libéralisation de la CV autorise l'émergence d'investissements spéculatifs dans des fronts pionniers, porteurs de tensions foncières à venir et de dégradation environnementale. L'imprécision du droit et ses contradictions entre la coutume et la loi positive laissent la place à l'arbitraire et au plus offrant. Les ayants droits traditionnels tendent à perdre leurs droits face aux investissements financiers des élites urbaines. Les règles foncières excluent d'emblée les femmes de l'accès aux moyens de production. |
| Egalité des genres | <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes ne sont pas reconnues dans la CV autrement qu'en tant que main d'œuvre domestique. Elles ne sont quasiment jamais propriétaires d'un champ de cacao, d'autant moins lorsqu'il est rentable, et peuvent rarement prétendre le devenir après le décès de leurs conjoints. Les charges de travail ne sont pas égales. En termes de prise de décision, les femmes sont encore extrêmement minoritaires ou absentes. |
| Sécurité alimentaire et nutritionnelle | <ul style="list-style-type: none"> • La dépendance aux produits importés (céréales, riz, poulet, etc.) et le renchérissement des prix à la consommation locale par les importateurs ont aggravé la situation alimentaire des ménages urbains. En milieu rural, les taux de pauvreté ont augmenté et la prévalence de la malnutrition demeure forte. • La fluctuation des prix des produits de base (manioc, plantain, macabo, etc.) issus des zones rurales sur les marchés urbains tient aux difficultés d'acheminement vers la ville (routes, conditions climatiques, moyens de transport). |
| Capital social | <ul style="list-style-type: none"> • Le capital social est le privilège des classes moyennes et des élites urbaines proches des réseaux du pouvoir politique et des membres du gouvernement. Les rapports entre les différents acteurs de la CV du cacao sont asymétriques et au détriment du planteur. Les coopératives rencontrent beaucoup de contraintes (services rendus défectueux, manque de confiance des planteurs, court circuitage par les coxeurs, etc.). |
| Conditions de vie | <ul style="list-style-type: none"> • Les principales infrastructures et services sociaux et de santé sont largement insuffisants. 60% de la population a des difficultés pour faire face aux dépenses de santé. Les activités de la CV du cacao ne contribuent pas à améliorer les infrastructures sociales. |

Analyse environnementale

Impact sur l'épuisement des ressources

L'impact majeur sur les ressources est dû au transport et à la fermentation. Pour les petits planteurs, il est lié au transport du cacao du champ au centre de fermentation. Pour les planteurs moyens et grands, il s'agit du processus de fermentation, leurs moyens de transport étant plus efficaces (véhicules de plus grande capacité) (Figure 5). Globalement, la plupart des impacts (99 %) est causée par l'usage des ressources fossiles et de façon minime par celui consommation des ressources minérales.

Impact sur la qualité des écosystèmes

L'impact majeur est dû à la déforestation à la phase de la culture. La déforestation cause des dommages via l'impact sur le changement climatique (Figure 6). Il y a aussi un impact potentiel important sur la biodiversité et la qualité des sols. En effet, bien que les systèmes agroforestiers soient assez complexes, leur biodiversité est toujours inférieure à la forêt tropicale vierge ou secondaire.

L'impact des petits planteurs en plein soleil avec appui (au kg mais aussi à l'hectare de cacao) est plus faible, vu qu'ils génèrent même des bénéfices grâce à l'implantation de nouvelles cacaoyères dans les zone semi-arides de la savane. Les grandes plantations génèrent les dommages les plus élevés, en raison de l'impact sur le changement climatique lié à la déforestation, à l'incendie des résidus et à un très faible rendement.

Impact sur la santé humaine

L'impact majeur est aussi dû à la déforestation à la phase de culture. Il est surtout lié au changement d'usage du sol soit par la déforestation sous ombrage soit par l'établissement de plantations en plein soleil, qui contribuent au changement climatique (Figure 7).

Les petits planteurs en savane ont l'impact le moins élevé, et il y a même des bénéfices au champ. Concernant la biodiversité, la plantation en forêt occasionne des pertes tandis que la plantation en savane l'augmente. Cependant les

impacts potentiels à plus grande échelle sur la biodiversité et les systèmes naturels peuvent poser problème. Les grandes plantations ont l'impact le plus élevé aussi.

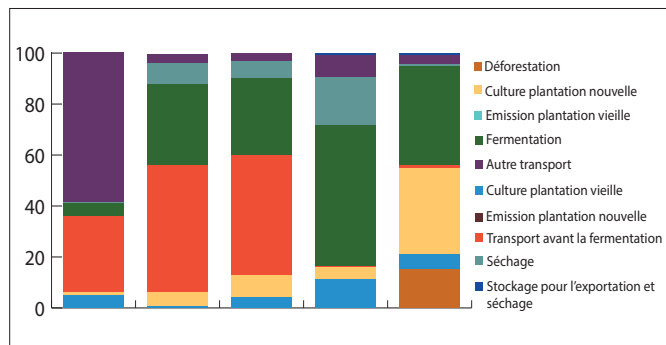
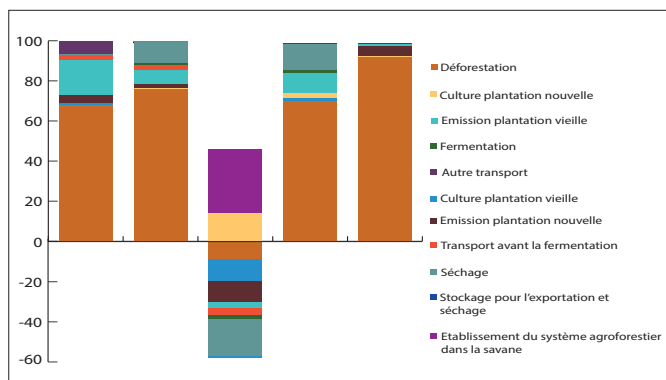


Figure 5: Impact d'un kg de fèves de cacao au port d'exportation sur l'épuisement des ressources



NB : l'impact négatif indique qu'il y a des bénéfices pour l'aire de protection
Figure 6: Impact d'un kg de fèves de cacao au port d'exportation sur la qualité des écosystèmes

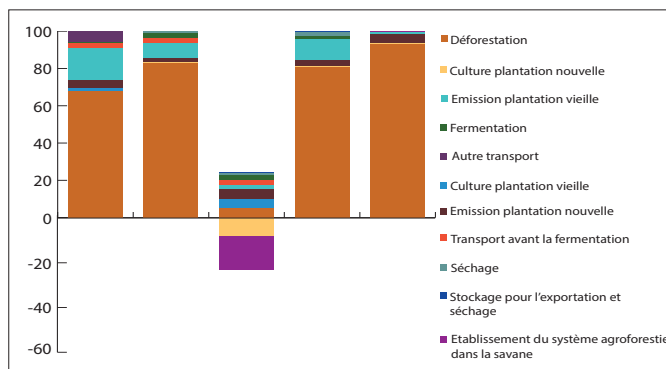


Figure 7: Impact d'un kg de fèves de cacao au port d'exportation sur la santé humaine écosystèmes

LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE D'UN POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL ?

Les impacts environnementaux au kg de fèves de cacao au port d'exportation sont limités quand la culture se fait dans la savane, et plus importants quand elle est établie par défrichement de la forêt tropicale et quand les rendements sont faibles. Etant donné que la culture en forêt est majoritaire, la cacaoculture au Cameroun a des impacts non négligeables sur le changement climatique. La déforestation et les émissions de gaz à effet de serre contribuent beaucoup à l'impact sur la santé humaine et la qualité des écosystèmes. Néanmoins, ces résultats ne prennent pas en compte les effets de l'intégration d'autres cultures dans les cacaoyères. Pour réduire l'impact environnemental, une attention particulière doit être portée à la réduction de la déforestation, à la croissance du rendement à travers les bonnes pratiques agricoles, à l'agroforesterie complexe, à l'établissement de la culture en savane et à une optimisation de la logistique des fèves de cacao. L'utilisation de véhicules avec plus de capacité pourrait limiter l'impact sur les ressources mais la praticabilité des routes dans la forêt (routes étroites, non pavées) est un facteur limitant.

Conclusions

La synthèse des indicateurs économiques, environnementaux et sociaux montre la tension inhérente au concept de durabilité puisque les trois analyses disciplinaires tendent à privilégier des modes différents de production du cacao au Cameroun. L'analyse économique met en avant les archétypes 2-3-4 (Figure 2) où la cacaoculture est considérée principalement sous la forme d'un investissement productif par les agriculteurs, avec des taux de profit et des valeurs ajoutées élevés. L'analyse environnementale valorise la cacaoculture sur savane, qui a moins d'impacts négatifs sur les écosystèmes naturels. Enfin, l'analyse sociale privilégie les petits planteurs en forêt, dont les pratiques s'inscrivent davantage dans des modes coutumiers de gestion des espaces et des ressources.

Différentes stratégies de relance du secteur cacao sont donc envisageables.

Promouvoir un cacao « zéro déforestation » sera plus efficace si on développe des mesures d'appui aux petits planteurs de types 1 (sous ombrage sans appui) ou 3 (plein soleil). A l'inverse, si on veut accroître les revenus individuels et collectifs dégagés par ce secteur, mieux vaut soutenir les planteurs de type 4 (moyens planteurs) ou de types 2 (petits planteurs sous ombrage avec appui) et 3 (petits planteurs plein soleil avec appui), notamment au moyen d'une aide à l'amélioration des itinéraires techniques pratiqués. Enfin, les petits planteurs en forêt de types 1 (sans appui) et 2 (avec appui) seront la cible privilégiée de la politique publique si l'objectif est de limiter les conflits dans les zones rurales et appuyer une agriculture résiliente.

Dans tous les cas, la cacaoculture va faire face à de nouvelles pressions, provenant majoritairement des consommateurs européens, pour démontrer sa légalité, sa durabilité et sa zéro-déforestation. **La CV va donc devoir s'adapter à moyen terme pour éviter le risque de fermeture partielle ou totale des marchés européens.** A court terme, la volonté d'engager le secteur vers une production légale et durable va nécessiter d'avancer sur la base du mécanisme aujourd'hui le plus en mesure d'assurer au moins une traçabilité partielle des produits, à savoir la certification privée. Cette démarche a démontré aussi sa capacité à appuyer les cacaoculteurs,

tout en renforçant le rôle central des coopératives dans la commercialisation et la structuration de la CV. Plusieurs conditions sont aujourd'hui réunies pour accompagner et appuyer ce mouvement : une pression des pays européens, des entreprises pro-actives au Cameroun, une norme en cours de révision, une interprofession très engagée et bien structurée et enfin, la volonté de nombreux planteurs de produire du cacao de qualité pour un meilleur prix. Cependant, vues les difficultés de traçabilité, la révision actuelle de la norme Rainforest Alliance, aujourd'hui largement majoritaire, comporte donc des enjeux importants. La certification privée sera d'autant plus efficace qu'il s'articulera de manière explicite avec des fonctions assurées par l'Etat pour la régulation de la filière. La priorité devrait donc être d'élaborer un système de gouvernance hybride où certaines fonctions seront assurées par les pouvoirs publics tandis que d'autres seront fournies par le secteur privé, en fonction d'un critère d'efficacité. La promotion d'un cacao reconnu comme durable par tous les acteurs de la filière (y compris les consommateurs finals) nécessite d'explicitier et d'organiser les interactions entre autorités publiques et initiatives privées tout le long de cette CV.



Value Chain Analysis for Development est un outil financé par la Commission Européenne / DEVCO et mis en œuvre en partenariat avec Agrinatura. Il utilise un cadre méthodologique systématique pour analyser les chaînes de valeur liées à l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la foresterie. Plus d'information: <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d>

Agrinatura (<http://agrinatura-eu.eu>) est constituée des universités et centres de recherche européens investis dans la recherche agricole et la formation pour le développement.

Les informations et connaissances produites par les études de chaînes de valeur ont vocation à aider les **Délégations de l'Union Européenne** et leurs partenaires à développer le dialogue politique, investir dans les chaînes de valeur et connaître les changements liés à leurs actions.

L'étude de la chaîne de valeur cacao au Cameroun a été réalisée en 2019 par Guillaume Lescuyer (CIRAD), Laurence Boutinot (CIRAD), Pietro Goglio (Wageningen University & Research) et Simon Bassanaga.

